

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### STAR LEASE

Société anonyme au capital de 55 000 000 Euros  
Siège social : 59, boulevard Haussmann - 75008 Paris  
423 465 905 R.C.S. Paris

*Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 mai 2017*

#### I. — Bilan au 31 décembre 2016

(En K€)

Actif		31/12/16	31/12/15
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit :	(Note 1 & note 20)	113 632	121 921
Opérations avec la clientèle :			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Opérations Crédit-bail et LOA	(Notes 2, 2bis, 2ter et 2quater)	1 563 730	1 476 654
Opérations de location simple	(Notes 2, 2bis et 2 ter)	52 650	56 046
Immobilisations incorporelles	(Notes 3 & 3bis)		
Immobilisations corporelles	(Notes 3 & 3bis)	0	-
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	(Note 4)	2 359	6 370
Comptes de régularisation	(Note 5)	916	344
<b>Total actif</b>		<b>1 733 287</b>	<b>1 661 335</b>

Passif		31/12/16	31/12/15
Banques Centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	(Note 8 & note 20)	1 542 665	1 487 888
Opérations avec la clientèle		1 579	2 085
Dettes représentées par un titre :			
Autres passifs	(Note 7)	13 178	13 515
Comptes de régularisation	(Note 9)	36 629	37 463
Provisions	(Note 6)	4 373	5 734
Capitaux propres hors FRBG	(Note 10)	134 864	114 651
- capital souscrit		55 000	55 000
- réserves		0	0
- amortissements dérogatoires		303 845	299 285
- subventions d'investissement		3 196	3 209
- Report à nouveau (+/-)		- 242 843	- 270 005
- Résultat de l'exercice (+/-)		15 666	27 162
<b>Total passif</b>		<b>1 733 287</b>	<b>1 661 335</b>

**Hors-bilan au 31 décembre 2016**

(En K€)

Engagements donnés	(Note 11)	31/12/16	31/12/15
Engagement de financement		93 009	98 351
Engagement de garantie			
Autres engagements		-	-
Engagement sur titres			
Engagements reçus	(Note 12)	31/12/16	31/12/15
Engagement de financement		110 000	110 000
Engagement de garantie		1 537 376	1 465 021
Autres engagements		-	
Engagement sur titres			

**II. — Compte de résultat au 31 décembre 2016**

(En K€)

			31/12/16	31/12/15
	<b>Produits et charges d'exploitation bancaire</b>			
1	+ Intérêts et produits assimilés :	(Note 13)	<b>3 169</b>	<b>3 331</b>
	+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		3 169	3 331
	+ Autres intérêts et produits assimilés			
2	- Intérêts et charges assimilées :	(Note 14)	<b>- 16 143</b>	<b>- 22 261</b>
	- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit		- 16 143	- 22 261
	- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle			
	- Autres intérêts et charges assimilées			
3	+ Produits sur opérations de crédit-bail et de LOA	(Note 15)	630 128	617 000
4	- Charges sur opérations de crédit-bail et de LOA	(Note 15)	- 593 285	- 574 761
5	+ Produits sur opérations de location simple	(Note 15)	24 635	29 980
6	- Charges sur opérations de location simple	(Note 15)	- 23 700	- 28 168
7	+ Revenus des titres à revenu variable		0	0
8	+ Commissions (produits)		1 824	1 713
9	- Commissions (charges)		- 31	- 37
10	+/- Gains ou pertes sur opérations financières			
	<b>Autres produits et charges ordinaires</b>			
11	+ Autres produits d'exploitation		<b>742</b>	<b>763</b>
	- Produits divers de gestion courante		742	763
	- Quote part d'exploitation faites en commun			
12	- Autres charges d'exploitation		0	0
	- Charges diverses de gestion courante			
	- Quote part d'exploitation faites en commun			
	Produit net bancaire		27 339	27 558
13	- Charges générales d'exploitation :	(Note 16)	<b>- 9 875</b>	<b>- 10 220</b>
	- Frais de personnel			
	- Autres frais administratifs		- 9 875	- 10 220
14	- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		0	0
	Résultat brut d'exploitation		17 464	17 338
15	+/- Coût du risque	(Note 17)	2 763	- 632
	Dont correction d'erreur sur la décote IAS			
	Résultat d'exploitation		20 226	16 707

16	+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Titres de participation)		0	0
17	+/- Résultat ordinaire avant impôt :		20 226	16 707
18	+/- Résultat exceptionnel avant impôt	(Note 18)	0	0
19	+/- Impôt sur les bénéfices	(Note 19)	0	0
20	+/- Dotations/reprises FRBG et provisions réglementées		- 4 560	10 455
21	+/- Résultat de l'exercice		15 666	27 162

### III. — Affectation du résultat.

Statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, l'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à + 15 666 418,68 € en totalité au compte report à nouveau. Ce dernier atteindra alors – 227 176 942,20 €.

Aucun dividende ne sera distribué au titre de cet exercice.

Il est rappelé, conformément à la loi, qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

### IV. — Notes annexes aux comptes sociaux

#### I. Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions des règlements du comité de la réglementation bancaire applicable aux établissements de crédit dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices, et en préservant la continuité de l'exploitation (texte 2000-03).

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes de Star Lease sont consolidés au niveau du Crédit du Nord (SA) 59, Boulevard Haussmann - 75008 Paris.

#### II. Principes comptables et méthodes d'évaluation

##### A. Opérations sur les nouveaux instruments financiers

Les opérations de couverture portant sur les instruments financiers sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement 2000-03 du Comité de la Réglementation comptable appliquées dès le 1er janvier 2000, modifiées par le CRC 2004-16, modifié par le CRC 2005-04, modifié par le CRC 2007-05, modifié par le CRC 2008-02.

Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations (contrats fermes ou optionnels) sont inscrits dans les comptes hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

La comptabilisation des résultats pour les opérations de couverture est la suivante :

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur éléments couverts.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

##### B. Immobilisations

###### B1. Immobilisations données en location.

Les immobilisations corporelles sont constituées de matériel industriel, de matériel informatique, de mobilier de bureau et de matériel de transport dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

L'amortissement dérogatoire s'élève à 303 845 k€ à fin 2016. Il est comptabilisé en capitaux propres.

Conformément à l'avis du CNC en date du 4/10/2006, les CRC 2002-10 et 2004-06 n'ont pas été appliqués pour les immobilisations données en location dans la mesure où ces immobilisations sont retraitées en location financement dans les comptes consolidés et la charge de renouvellement incombe au locataire. Les traitements comptables en cours, en matière d'amortissement, ont été maintenus

###### B2. Immobilisations d'exploitation

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur valeur d'acquisition nette de T.V.A. récupérable.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations	8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau	5 ans à 10 ans
- Matériel informatique	3 ans à 5 ans
- Matériel et outillage	4 ans à 6 ans
- Matériel de transport	4 ans à 8 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations données en location sont portées dans les charges sur opérations de Crédit-bail et Loa ou de Location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

### **B3. Réserve latente**

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute.

Cette dernière était de 328 999 K euros à l'ouverture et de 321 452 K euros au 31 décembre 2016.

### **C. Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées sont évaluées selon la méthode dite du prorata temporis.

La sélection des risques repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation des dossiers supérieurs à 150 000 € est totalement réalisée par un chargé d'étude. Les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels expert et d'analyse de bilans par des spécialistes métiers.

Par application du règlement CRC 2002-03 modifié du 2005-03, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

- Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
  - Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
  - Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
  - S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.
- Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois dans le groupe Société Générale verra tous ses dossiers déclassés même s'ils ne répondent pas encore à ces critères de déclassement

Les créances ont été dépréciées le cas échéant par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les clients douteux et douteux compromis Entreprise sont dépréciés individuellement (sur la base d'estimation de récupération) si la créance est de montant significatif (> 30 K€), et statistiquement (par application d'un taux moyen) dans le cas contraire.

Les récupérations provisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux dernières années sur une période de recouvrement estimée.

Conformément à l'article 13 bis du CRC 2002.03 modifié du CRC 2005.03, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisé en coût net du risque.

Les clients qui ne sont pas en procédures collectives ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

A fin 2016, les provisions calculées sur une base individuelle s'élèvent à 38 037 K€, et les provisions déterminées à partir d'un taux statistique s'élèvent à 297 K€.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

### **D. Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### **E. Engagements sociaux**

La société Star Lease n'a pas de personnel propre. Elle utilise du personnel détaché de Franfinance et du CDN qui lui est refacturé,

En conséquence, Star Lease ne provisionne pas d'engagements sociaux spécifiques.

**F. Impôt sur les sociétés**

Depuis le 1er janvier 2010, Star Lease fait partie du périmètre d'intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art. 223 A à U du CGI).

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de Contribution Sociale sur les Bénéfices), l'impôt est déterminé par Star Lease comme en l'absence d'intégration fiscale. Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

Depuis le 1er janvier 2007, Star Lease ne comptabilise plus d'impôt différé sur les déficits fiscaux générés ce qui constitue un changement d'estimation comptable. En conséquence, l'impôt différé actif comptabilisé précédemment ainsi que la provision afférente ont été repris en 2007.

**G. Commissions.**

La rubrique « *Commissions* » comprend principalement les commissions d'affaires et de risques versées aux apporteurs.

**H. Rémunération des dirigeants.**

Star Lease doit mentionner la rémunération globale versée aux membres des organes d'administration et de direction. Etant donné que seul un dirigeant (Directeur Général) est rémunéré par Star Lease via une refacturation de Crédit du Nord, mentionner cette information reviendrait à communiquer sa rémunération individuelle.

Star Lease a donc choisi de ne pas communiquer cette rémunération.

**I. Transaction avec les Parties Liées.**

En application du règlement 2010-04 de l'ANC, les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché et ne sont donc pas détaillées dans l'annexe.

**Note 1 - Créances sur les établissements de crédit**

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Créances à vue	4 023	18 038
Créances à terme	109 609	103 884
Total	113 632	121 921

**Note 2 : Opérations de crédit-bail et de location assimilée**

Eléments (En K€)	Brut 31/12/15	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/16	Amortissements et Dépréciations	Valeur nette Comptable (*)
<b>Crédit-bail mobilier</b>						
Immobilisation	2 806 993	1 404 165	1 335 048	2 876 110	1 367 284	1 508 826
Dont commissions restant à étaler (*)	2 652			2 787		
Créances douteuses	423	126	0	549	3	546
Créances douteuses compromises	100 954	0	11 180	89 774	35 288	54 485
Créances rattachées	2 195	0	1 042	1 152	0	1 152
Total	2 910 565	1 404 291	1 347 271	2 967 585	1 402 575	1 565 010

(\*) La VNC totale ci-dessus ne tient pas compte de la provision collective de 1 280 K€ (Cf. note 2 ter). Retraitée de ce montant, elle s'élève à 1 563 730 K€ (1 565 010 K€ - 1 280 K€).

Eléments (En K€)	Brut 31/12/15	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/16	Amortissements et Dépréciations	Valeur nette Comptable
<b>Location simple</b>						
Immobilisation	125 335	46 100	53 786	117 649	67 727	49 922
Dont commissions restant à étaler (*)	61			54		
Créances douteuses	6	0	0	6	0	6
Créances douteuses compromises	6 446	0	1 139	5 307	3 042	2 265
Créances rattachées	734	0	277	457	0	457
Total	132 521	46 100	55 202	123 419	70 769	52 650

(\*) Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports restant à étaler ont été reclassées dans le poste « Opérations de crédit-bail et LOA » et « Opérations de location simple »

**Note 2 bis : Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et de location assimilée**

Eléments (En K€)	31/12/15	Dotations	Reprises	31/12/16
Crédit-bail mobilier (1)				
Créances douteuses	6	3	6	3
Créances douteuses compromises	42 235	35 288	42 235	35 288
Total	42 241	35 292	42 241	35 292

Eléments (En K€)	31/12/15	Dotations	Reprises	31/12/16
Location simple (1)				
Créances douteuses	0	0	0	0
Créances douteuses compromises	3 557	3 042	3 557	3 042
Total	3 557	3 042	3 557	3 042

(1) le montant des pertes sur l'exercice 2016 est de 8 550 K€ et des récupérations est de 1067 K€ le montant des provisions statistiques s'élèvent à 297 K€.

**Note 2 ter : Dépréciation collective sur encours sains**

Eléments (En K€)	Assiette (encours sains)	Provision collective 2015	Dotations	Reprises	Provision collective 2016
Crédit-bail mobilier et Location simple	11 421	1 150	130		1 280
Total	11 421	1 150	130	0	1 280

**Note 2 quater : Amortissements sur opérations de crédit-bail et de location assimilée**

Eléments (En K€)	Amortissements 31/12/15	Dotations	Reprises	Reclassement (1)	Amortissements 31/12/16
Crédit-bail mobilier et assimilé	1 390 520	546 974	563 966	6 245	1 367 284
Total	1 390 520	546 974	563 966	6 245	1 367 284

Eléments (En K€)	Amortissements 31/12/15	Dotations	Reprises	Reclassement (1)	Amortissements 31/12/16
Location simple	72 918	12 727	19 604	-1 685	67 727
Total	72 918	12 727	19 604	-1 685	67 727

(1) L'amortissement dérogatoire est placé dans les capitaux propres :

- Au 31/12/15, le montant des amortissements dérogatoires placé dans les capitaux propres s'élève à 299 285 k€

- Au 31/12/14, le montant des amortissements dérogatoires placé dans les capitaux propres était de 309 740 k€

Soit un différentiel de -10 455 K€, lié à la reprise d'amortissements dérogatoires au titre de l'exercice

**Note 3 : immobilisations incorporelles et corporelles**

Eléments (En K€)	Brut 31/12/15	Acquisitions	Cessions	Virements comptables	Variations Cours Devises	Brut 31/12/16	Amortissements	Valeur nette comptable
Immobilisations incorporelles								
Immobilisations corporelles								
- matériel de transport	0	0	0	0	0	0	0	0
- matériel de bureau	0	0	0	0	0	0	0	0
- mobilier de bureau	1	0	0	0	0	1	1	0
- matériel informatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	0	0	1	1	0

**Note 3 bis : amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles**

Eléments (En K€)	Amortisse ments 31/12/15	Dotations linéaires	Dotations dégressives	Reprises	Reclassement	Amortisse ments 31/12/16
Amortissements incorporelles						
Amortissements corporelles						
- matériel de transport	0	0	0	0	0	0
- matériel de bureau	0	0	0	0	0	0
- mobilier de bureau	1	0	0	0	0	1
- matériel informatique	0	0	0	0	0	0
Total	1	0	0	0	0	1

**Note 4 : Autres actifs**

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Impôt différé actif sur déficits fiscaux	0	0
Provision sur impôt différé actif	0	0
Autres actifs sur l'Etat, impôts et taxes	500	3 886
Débiteurs divers	1 859	2 484
Créances douteuses / op sur titres et divers	0	0
Total	2 359	6 370

**Note 5 : Comptes de régularisation**

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Charges constatées d'avance	0	0
Charges à répartir	0	0
Produits à recevoir	894	322
Divers	22	21
Total	916	344

**Note 6 : Provisions**

Eléments (En K€)	31/12/15	Dotations	Reprises	31/12/16
Provision VNC ITNL	5 701	4 373	5 701	4 373
Provision pour risque opérationnel en CNR	34	0	34	0
Total	5 734	4 373	5 734	4 373

**Note 7 : Autres passifs**

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Fournisseurs	5 247	4 413
Etat, impôts et taxes	6 285	6 284
Créditeurs divers	1 598	2 761
Dépôts de garantie	48	58
Total	13 178	13 515

**Note 8 : Dettes envers les établissements de crédit**

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Dettes à vue :	1	2
- Dettes principal	0	0

- Dettes rattachées	1	2
Dettes à terme :	1 542 664	1 487 887
- Emprunts et comptes à terme	1 541 514	1 486 125
- Dettes rattachées	1 150	1 762
Total	1 542 665	1 487 888

**Note 9 : Comptes de régularisation**

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Loyers constatés d'avance	32 466	32 695
Charges à payer	3 601	4 260
Compte régularisation divers	562	508
Total	36 629	37 463

**Note 10 : Capitaux propres**

Eléments (En K€)	31/12/15	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/16
Capital	55 000				55 000 <sup>(1)</sup>
Primes d'émission	0				0
Réserve légale	0				0
Réserves réglementées	0				0
Réserves ordinaires	0				0
Provisions réglementées	0				0
Amortissements dérogatoires	299 285			4 560	303 845 <sup>(2)</sup>
Subvention d'investissement	3 209			-13	3 196
Report à nouveau	-270 005		27 162		-242 843
Résultat	27 162	15 666	-27 162		15 666
Total	114 651	15 666	-	4 547	134 864

(1) Au 31 décembre 2016, le capital social se compose de 2 750 000 actions de nominal 20 EUR.

(2) la part de l'amortissement dérogatoire est placée dans les capitaux propres pour un montant de 303 845 K€.

A titre d'information au 31 décembre 2015, la part d'amortissement dérogatoire représentant la réserve latente atteignait 299 285k€

**Note 11 : Engagements donnés**

Engagements donnés						
Catégories d'engagements (En K€)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements en faveur des E. C.						
Engagements sur instruments financiers :						
Engagements en faveur de la clientèle						
- Engagements relatif aux opérations de CB					93 009	93 009
Engagements de garantie						
- Commissions bancaires						
Autres engagements				0	0	0
Total					93 009	93 009

**Note 12 : Engagements reçus**



Engagements reçus					
Catégories d'engagements (En K€)	Accordés par				Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées	
Engagements de financements				110 000	110 000
Engagements sur instruments financiers					
: Engagements de garantie					
- Garanties reçues concernant les opérations de crédit-bail				1 537 376	1 537 376
Autres engagements				0	0
Total				1 647 376	1 647 376

## Note 13 : Intérêts et produits assimilés

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	3 169	3 331
-Intérêts sur compte ordinaire	0	0
-Intérêts sur compte et emprunts	3 169	3 331
Sur opérations avec la clientèle	0	0
-Autres intérêts	0	0
Sur opérations de hors-bilan engagement	0	0
Total	3 169	3 331
(1) Dont intérêts courus à recevoir		
- sur compte ordinaire 0 K€		
- sur compte et prêts 809 K€		

## Note 14 : Intérêts et charges assimilés

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	16 052	22 123
-Intérêts sur compte ordinaire	1	3
-Intérêts sur compte et emprunts	16 051	22 120
Sur opérations avec la clientèle	4	6
-Autres intérêts	4	6
Charges sur opérations de hors-bilan	88	133
Total	16 143	22 261
(1) Dont intérêts courus à payer		
- sur compte ordinaire 0 k€		
- sur compte et emprunts 1 150 k€		

## Note 15 : Produits et charges sur opération de Crédit-bail et location assimilée

## — Détail des produits sur opérations de crédit-bail

Eléments (En K€)	31/12/16		31/12/15	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Loyers	598 643	21 586	587 108	26 352
Assurances	0	0	0	0
Indemnités de résiliation, autres produits	4 928	59	9 669	-40
Plus-values sur cessions	25 331	2 878	20 972	3 622
Provisions pour dépréciation	-14 701	-1 035	-15 928	-1 147
Reprises provision pour dépréciation N-1	15 928	1 147	15 179	1 192

Autres	0	0	0	0
Total	630 128	24 635	617 000	29 980

— **Détail des charges sur opérations de crédit-bail et location assimilée**

Eléments (En K€)	31/12/16		31/12/15	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Dotations aux amortissements linéaires et dégressives sur opérations de crédit-bail et de location	540 729	21 116	524 312	24 994
Dotations aux amortissements dérogatoires comptabilisées en capitaux propres				
Moins-values sur cessions	34 975	2 429	34 311	3 077
Autres	17 581	155	16 138	97
Dont commissions d'apport (*)	1 793	44	1 780	53
Total	593 285	23 700	574 761	28 168

(\*) Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports ont été reclassées dans le poste

« Charges sur opérations de crédit-bail et LOA » et « Charges sur opérations de location simple »

Ces commissions étaient enregistrées en 2009 dans le poste « Charges de commissions ».

**Note 16 : Autres charges générales d'exploitation**

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Impôts et taxes	658	696
Locations	219	246
Refacturations sociétés groupe	8 113	8 228
Transports, déplacements	8	31
Services extérieurs	296	380
Frais légaux	359	349
Honoraires divers	200	249
Frais de télécommunications et postaux	9	4
Autres charges diverses	14	-1
Frais pédagogiques et formation	0	0
Risque opérationnel	0	38
Total	9 875	10 220

**Note 17 : Coût du risque**

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Perte sur clients et débiteurs divers	-5 803	-2 912
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	-26 996	-34 547
Dotations encours sain	-1 280	-1 150
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (2)	35 774	37 581
dont correction d'erreur sur décote IAS		
Profits sur clients	1 067	396
Total	2 763	-632

(1) Conformément à l'article 13 bis du CRC 2002-03 modifié du CRC 2005-03, la dépréciation des créances liée au passage du temps pour 65 K€ a été comptabilisée en coût du risque.

(2) Conformément à l'article 13 bis du CRC 2002-03 modifié du CRC 2005-03, la reprise de dépréciation des créances liée au passage du temps pour 36 K€ a été comptabilisée en coût du risque.

Par ailleurs, jusqu'à 2013, la contre garantie du CdN était considérée par Star Lease comme une espérance de récupération, et rentrait de ce fait dans le calcul d'actualisation constituant la décote IAS. Depuis 2014, un calcul d'actualisation des espérances de récupération est effectué pour les deux entités Star Lease et Crédit du Nord + Banques, en fonction de leur niveau de participation dans le risque (Niveau de contre garantie CDN).

**Note 18 : Produits exceptionnels**

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Néant	0	0
Total	0	0

**Note 18 : Charges exceptionnelles**

Eléments (En K€)	31/12/16	31/12/15
Néant	0	0
Total	0	0

**Note 19 : Impôt sur les bénéfices**

Eléments (En K€)	Résultat avant impôt	Reprise d'impôt différé actif sur déficits fiscaux (1)	Reprise de provision sur impôt différé actif - déficits fiscaux (2)	Impacts fiscaux divers	Impôts nets	Résultat net après impôt
Résultat courant	15 666	0	0	0	0	15 666
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0
Total	15 666	0	0	0	0	15 666

**Note 20 : Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir**

Eléments (En K€)	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
<b>Emplois</b>						
Créances sur les établissements de crédit :						113 632
- <i>A vue</i>	4 023					4 023
- <i>A terme</i>		11 689	43 520	54 400		109 609
Créances sur la clientèle :						0
- <i>Autres concours à la clientèle</i>						
- <i>Comptes ordinaires débiteurs</i>						
Total	4 023	11 689	43 520	54 400	0	113 632

Eléments (En K€)	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
<b>Ressources</b>						
Dettes envers les établissements de crédit :						1 542 665
- <i>A vue</i>	1					1
- <i>A terme</i>	147 505	385 644	967 195	42 320		1 542 664
Comptes créditeurs de la clientèle :						1 579
- <i>A vue</i>	1 579					1 579
- <i>A terme</i>						
Total	149 085	385 644	967 195	42 320	0	1 544 244

**— Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation**

Rubriques (En K€)	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Actif		

Créances sur les établissements de crédit	109 609
Autres Actifs	
<b>Passif</b>	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 542 664
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 476
<b>Hors bilan</b>	
Engagements donnés	0
Engagements reçus	1 647 376

— Filiales et participations (En K €)

Informations financières Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables de titres détenus		Prêts et avances consenties par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<b>A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de STAR LEASE</b>										
1. Filiales (détenues à plus de 50 %)					Néant					
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)										

— Résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	2012	2013	2014	2015	2016
<b>I. Capital en fin d'exercice</b>					
a) Capital social (en euro)	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000
b) Nombre d'actions émises	2 750 000	2 750 000	2 750 000	2 750 000	2 750 000
c) Nombre d'obligations converties (en action)					
<b>II. Opérations et résultat de l'exercice (en euros)</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes (*)	665 825 136	664 314 925	660 521 788	652 786 118	687 010 051
b) Résultat avant impôt amortissements et reprises de provisions	575 856 141	559 660 245	568 081 918	565 105 773	574 675 372
c) Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	0
d) Résultat après impôt amortissements provisions et dépréciations	- 3 187 812	15 340 405	21 757 247	27 161 762	15 666 419
e) Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
<b>III. Résultat par action (en euro)</b>					
a) Résultat après impôt mais avant amortissements, provisions et dépréciations	209	204	207	205	209
b) Résultat après impôt amortissements, provisions et dépréciations	- 1	6	8	10	6
c) Dividende versé à chaque action					
<b>IV. Personnel</b>	/	/	/	/	/
a) effectif moyen des salariés					
b) Montant de la masse salariale					
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux					
(*) chiffre d'affaires pointé sur la liasse fiscale					

**V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société Star Lease, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 12 mai 2017

*Les Commissaires aux comptes*

Ernst & Young et Autres  
Vincent Roty

Deloitte & Associés  
Jean-Marc Mickeler

### **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société.

**1703503**